

VILLE SPECIAUX: BERLIN, LONDRES
ADRESSE PARIS (2^e): 142, Rue Montmartre
ADRESSE TELEGRAPHIQUE: HUMANITE-PARIS
TELEPHONE: GUTENBERG 02-57
PUBLICITE ANNONCES: 142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique: JEAN JAURES

Le Journal L'HUMANITE est vendu en Belgique 0,15

ABONNEMENTS

Table with columns: Pays, Mois, Trimestre, Annuel. Rows: France, Etranger, Union postale.

LES VRAIES CAUSES

On se plaint de toutes parts que les affaires sont serrées, que l'argent est rare, que les emprunts des Etats et des Villes vont être très chers, bref que le marasme est général.

C'est une constatation tout de même bien curieuse par ce temps de prodigieux développement économique. Le progrès de la richesse produite par les travailleurs aidés d'un outillage et d'un machinisme formidables semblait mettre nos sociétés capitalistes à l'abri de pareilles crises. Quelle en est donc la cause exacte?

Il est sans doute bien difficile de la déterminer avec une précision toute scientifique. Mais nous en trouvons une explication bien tentante dans un article de l'Economist traduit ces jours derniers dans les colonnes de l'Information.

Quand la grande revue anglaise recherche la raison de la disette présente de l'argent, de la crise financière, il la voit dans la dépense fantastique qui vient de faire les divers Etats européens depuis dix ou douze ans pour la guerre et pour les armements.

En bon bourgeois anglais pratique, il chiffre, il totalise le prix de la folie guerrière en cette dernière décennie. Suivons-le dans son calcul; nous serons tout près d'admettre les conclusions qu'il en tire.

La guerre anglo-boër a coûté au peuple britannique plus de six milliards. Les frais de la guerre russo-japonaise se sont élevés à dix milliards.

L'expédition de Lybie se soldera par un milliard pour l'Italie. La guerre marocaine et les augmentations d'armements qui en ont résulté absorbent à l'heure actuelle un milliard deux cent cinquante millions d'argent français.

L'Allemagne dépense en ce même moment une somme égale pour le renforcement de son armée. La mobilisation autrichienne et la mobilisation russe durèrent pendant toute la guerre balkanique; elles furent suivies l'une et l'autre d'un accroissement d'armements. Les deux Etats devront de ce fait déboursier un milliard cinq cents millions.

Passons maintenant à la guerre balkanique dont on achève si laborieusement la liquidation; elle coûte un milliard deux cent cinquante millions aux Turcs; chacun des autres Etats belligérants: Grèce, Bulgarie, Serbie, a dépensé sept cent cinquante millions. Quant à la Roumanie, elle s'en est tirée pour deux cents millions.

Additionnez ces chiffres fantastiques. Vous arrivez à un total qui dépasse sensiblement vingt-trois milliards, follement gaspillés; sans compter l'effroyable massacre de vies humaines, sans compter les ruines accumulées qu'il va falloir maintenant réparer.

Et notre économiste anglais déclare tout net aux financiers que, s'il y a disette d'argent, c'est là qu'il en faut chercher la raison. Sans nul doute, son affirmation contient une forte part de vérité.

Mais nous voudrions attirer l'attention sur les commentaires dont il enveloppe ces constatations d'arithmétique. Tout cet argent ainsi jeté au gouffre n'a pas été perdu pour tout le monde; et si les peuples, partout, ploient sous le faix écrasant, il est des syndicats de financiers et d'industriels auxquels les terreurs patriotiques ouvrent une source abondante de gains.

Cette affirmation, que renouvelait hier, à Bruxelles, Anatole France, les socialistes l'ont mille fois répétée. Mais lorsque nous soulignons cette vérité d'évidence, nos contradicteurs lèvent les bras au ciel, nous accusent de rabaisser le débat, d'érarier le public, de nous laisser aller à l'esprit démagogique.

Aussi l'opinion que nous trouvons formulée dans une des grandes revues de l'économie politique bourgeoise est-elle à nos yeux particulièrement précieuse: L'Economist ne se contente pas en effet de faire, dans l'article cité, une allusion lointaine aux écumeurs de l'idée de patrie. Il les accuse formellement d'avoir, eux seuls, pour favoriser leurs affaires, créé l'état d'esprit de panique qui a abouti au gâchis financier actuel. Jamais aucun d'entre nous n'a été plus formel, plus précis que ce journaliste antisocialiste. Ecoutez-le parler:

« Si l'on pouvait révéler tout ce qui est au par les établissements Krupp, par le Croisot, par leurs banquiers, et par les journaux qui leur sont inféodés, nous pourrions trouver peut-être quelques raisons de croire que la renaissance de l'Unité entre la France et l'Allemagne fut motivée surtout par des raisons commerciales. »

Et il insiste, il met les points sur les i:

« A l'aide d'incidents de frontières et de violentes campagnes de presse, par la propagande dans les théâtres et les music-halls, par des démonstrations militaires et des articles de fond, on persuada aux pusiés populations de cha que pays qu'elles étaient sur le point d'être attaquées. Jusqu'à présent le résultat de cette campagne a été entièrement heureux pour les intérêts des fabricants d'armements... pour les fournisseurs de fusils, uniformes, vêtements et casernes. »

Tel est l'aveu d'un journal bourgeois clairvoyant, qu'il semble tout bon de mettre sous les yeux du public socialiste, moins pour lui révéler ce qu'il sait de reste, que pour montrer une fois de plus la nécessité de notre campagne. Et la grande presse de chante et de mentonner à beau vouloir étouffer cette voix du bon sens et de la vérité, nous

Sont-ils les Complices de Peruggia?



VINCENZO LANCELOTTI, FRANÇOISE CLAMAGIRAND et MICHEL LANCELOTTI

Nous avons longuement relaté, hier, la triple arrestation, par le service de la Sûreté, de Vincenzo Lancelotti, de sa maîtresse, Françoise Seguenot, veuve Clamagirand, ainsi que de son frère, Michel Lancelotti.

M. Drioux, juge d'instruction, n'a fait

subir, hier, aux trois amis de Peruggia qu'un simple interrogatoire d'identité. Ils ont tenu néanmoins, à affirmer qu'ils avaient bien eu d'étroites relations avec Peruggia, mais qu'ils étaient complètement étrangers au vol de la Joconde. Le magistrat les interrogera bientôt sur le fond.

LA "JOCONDE" A ROME

Mona Lisa reçoit

Rome, 22 décembre. — Quelques notabilités sont encore venues ce matin visiter la Joconde au Palais Farnèse, notamment le marquis Borea d'Oimo, préfet du palais, et M. Luzzatti de Martino, secrétaire gé-

néral du ministère des affaires étrangères.

Cet après-midi, à quatre heures, M. Corrado Ricci viendra prendre la Joconde, en présence de M. Marcel et Leprieux, pour la transporter à la galerie Borghèse.

On continuera de prendre toutes les précautions et mesures de police pendant cette exposition. En cas de grande affluence, un service d'ordre sérieux est prévu.

Un homme vivait sans cerveau...

Bien des gens vivent sans cerveau et chacun en connaît des exemples, s'il ne peut se citer lui-même.

Un docteur parisien se dit plus heureux encore et, dans une note à l'Académie, déclare avoir connu un homme qui vécut sans cerveau. Sans cerveau ou presque, car l'autopsie montra que son encéphale était réduit à une mince écorce, recouvrant une infirme bouillie qui n'était qu'un colossal abcès.

Comment expliquer ce mystère physiologique, et comment le mettre en accord avec les théories des « localisations cérébrales », d'après laquelle chaque région du cerveau serait le siège d'une faculté spéciale, vision, parole, sensibilité tactile, odorat, obstruction, imagination, mouvement, etc. D'après cette théorie, lorsqu'une région est atteinte, la faculté dont elle est le siège se trouve annihilée.

Mais alors, l'homme dont le cerveau était détruit aurait dû se voir frappé de paralysie générale, intellectuelle autant que physique? Or, il pensait, marchait et vivait sa vie, tout comme un autre... avant de mourir.

M. Perrier a bien expliqué que la destruction lente des facultés cérébrales peut s'accompagner de « suppléances », par la transformation en véritables réflexes inconscients des actes physiques, autrefois dépendant de ces facultés.

Mais l'explication est plus qu'insuffisante et il serait intéressant de connaître l'avis du docteur Lorde. — F. POLI.

Un homme vivait sans cerveau...

Bien des gens vivent sans cerveau et chacun en connaît des exemples, s'il ne peut se citer lui-même.

Un docteur parisien se dit plus heureux encore et, dans une note à l'Académie, déclare avoir connu un homme qui vécut sans cerveau. Sans cerveau ou presque, car l'autopsie montra que son encéphale était réduit à une mince écorce, recouvrant une infirme bouillie qui n'était qu'un colossal abcès.

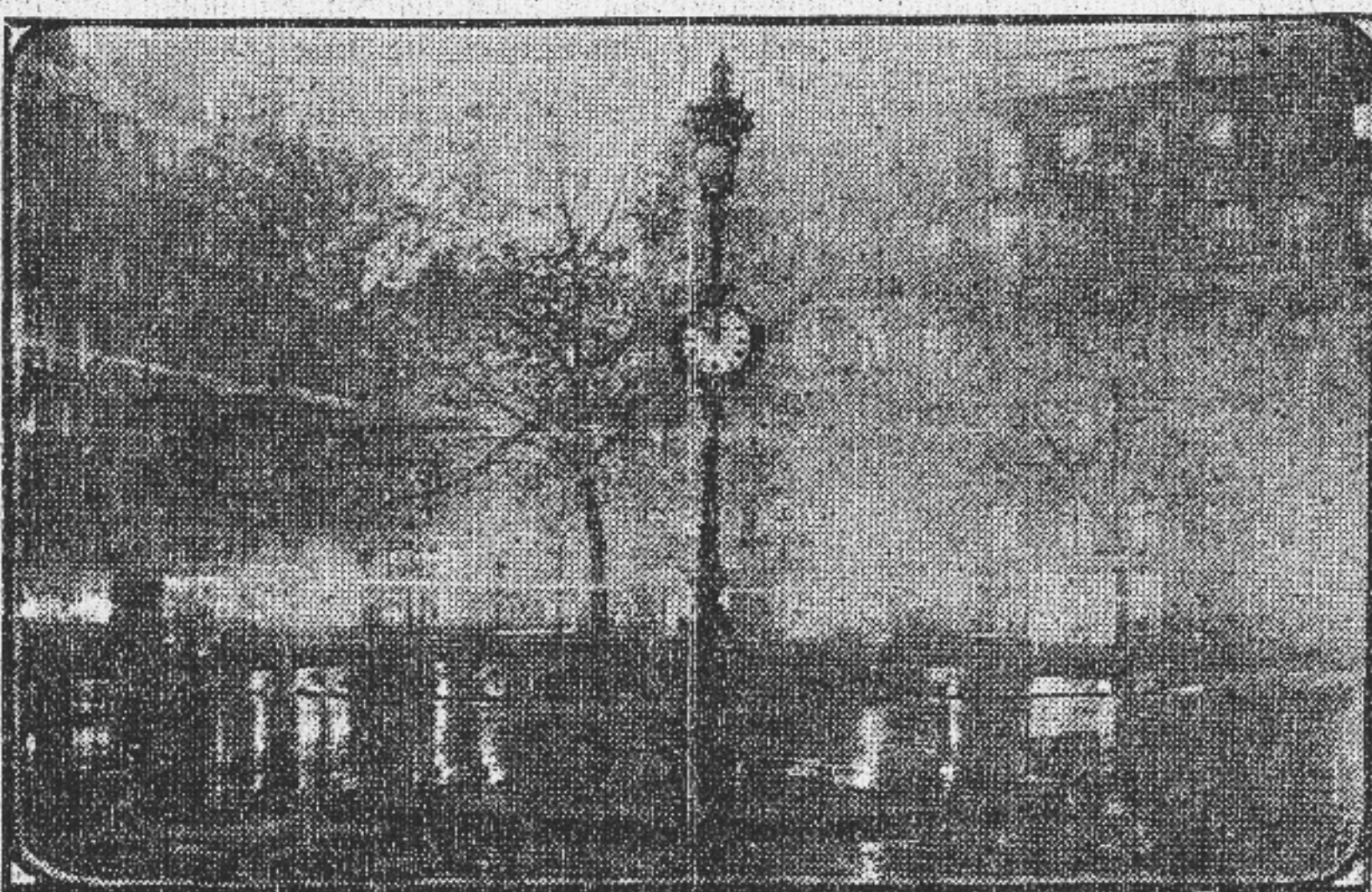
Comment expliquer ce mystère physiologique, et comment le mettre en accord avec les théories des « localisations cérébrales », d'après laquelle chaque région du cerveau serait le siège d'une faculté spéciale, vision, parole, sensibilité tactile, odorat, obstruction, imagination, mouvement, etc. D'après cette théorie, lorsqu'une région est atteinte, la faculté dont elle est le siège se trouve annihilée.

Mais alors, l'homme dont le cerveau était détruit aurait dû se voir frappé de paralysie générale, intellectuelle autant que physique? Or, il pensait, marchait et vivait sa vie, tout comme un autre... avant de mourir.

M. Perrier a bien expliqué que la destruction lente des facultés cérébrales peut s'accompagner de « suppléances », par la transformation en véritables réflexes inconscients des actes physiques, autrefois dépendant de ces facultés.

Mais l'explication est plus qu'insuffisante et il serait intéressant de connaître l'avis du docteur Lorde. — F. POLI.

PARIS SOUS LE BROUILLARD



LA PLACE DU THEATRE-FRANCAIS HIER A MIDI

Le premier jour de l'hiver c'était hier, selon le calendrier et ainsi selon le temps, qui se sont rencontrés pour sévir contre les pauvres gens.

A ces derniers jours déjà bien froids, à ces dernières nuits déjà glacées, le 22 décembre a succédé plus froid encore. Les Parisiens et les banlieusards, qui avaient eu le bonheur de se coucher tôt dimanche soir, ont eu, hier matin, au lever, une surprise, voire deux surprises: le brouillard et le givre.

Le brouillard était dense et lourd, empesté aussi dans certains quartiers de Paris; dans certaines villes industrielles de banlieue.

Si dense, que la circulation a été profondément troublée dans la capitale. Les précautions auxquelles étaient obligés tous les conducteurs de véhicules ont occasionné maints embarras aux carrefours; la brume ouvrait l'appel des trompes d'automobile et aussi les coups de cloche des tramways, qui allaient lentement, tous leurs feux allumés et que l'on croyait loin quand ils étaient tout près.

La circulation sur la Seine a dû être complètement suspendue. Sur les lignes de chemins de fer, la prudence était également de rigueur. Sur l'Ouest-Etat, presque tous les trains ont subi des retards assez sérieux, beaucoup ont été obligés de stationner sous le tunnel des Batignolles, mais aucun accident n'est survenu.

Voilà pour le brouillard. Quant au givre, aux arbres de Paris, de façon plus charmante encore aux arbres des jardins de banlieue, il a mis la plus fine parure d'argent, qu'une neige dure et légère, tombée au cours de la matinée, en particulier dans la banlieue sud-est, enrichissait encore.

Mais, hélas! le froid était vif. A 6 heures du matin, on relevait — 7 degrés à l'Observatoire et — 10 degrés sur la place de Châtillon.

La journée d'hier a été une des plus courtes de l'année. La durée du jour solaire n'a pas dépassé huit heures dix minutes et celle du jour civil (jour solaire augmenté des deux crépuscules) neuf heures vingt-neuf minutes. Il en est ainsi depuis vendredi dernier, 19 décembre, et aujourd'hui il en sera de même encore. Après quoi les jours vont augmenter lentement.

LES VICTIMES DU FROID

Hier, à midi, rue Doudeauville, Alfred Pancot, âgé de 45 ans, marchand des quatre-saisons, demeurant rue Leoni, s'est affaibli, frappé par une congestion causée par le froid. On l'a transporté, dans un état grave, à l'Hôpital Lariboisière.

Presque à la même heure, on relevait au coin de la rue Rayet et de la rue Custine, un vieillard qui venait de tomber, dans les mêmes conditions, victime du froid. C'est un nommé Antoine Ravery, âgé de 68 ans, représentant de commerce, demeurant 178, rue Marcadet. A Lariboisière, où M. Ravery a été transporté, on a jugé que son état est presque désespéré.

JUSQU'AU FOND

L'aventure de M. Briand est singulière. Il a fini par se prendre à ses pièges, par s'embrouiller dans ses habiletés. Il se débat en vain contre les conséquences de ses actes: et ayant cru parfois jouer une partie d'une heure, il s'est lié pour toujours.

Il est manifeste qu'il a eu la pensée, allant à Saint-Etienne, de reconquérir une partie des radicaux. Et il s'était imaginé qu'il lui suffirait pour cela de rappeler le ministre Combes et la séparation. Mais son passé récent pesait sur lui et il n'a pu le secouer. Il était condamné, tout en essayant de reprendre du terrain à gauche, à ménager et à servir la droite.

Dominié d'ailleurs par son égoïsme, tout entier à sa passion d'apologie agressive et de polémique, il n'a pas vu qu'aujourd'hui, depuis que les partis tendent à s'organiser, on ne peut pas outrager certains hommes sans blesser le parti qui reconnaît en eux ses chefs. Le voilà donc plus brouillé, que jamais avec le radicalisme unifié qu'il voulait amadouer un peu. Le voilà plus adulé, plus caressé, plus embrassé que jamais par les modérés et réacteurs du Temps et des Débats dont il voulait desserrer un peu les étreintes trop amicales.

Et la droite le considère d'un regard à la fois ironique et impérieux. Elle sait qu'elle le tient, qu'il ne peut plus rien sans elle. Et elle s'appareille à exiger de lui qu'il la serve pleinement. Elle lui demande d'abord de mener la bataille à fond contre la réforme fiscale et de lui fournir, par la sophistication de l'histoire de ces dernières années, des armes contre tout le parti républicain.

Les conservateurs disaient hier, à peu près unanimement: Ou le discours de Saint-Etienne n'a pas de sens, ou M. Briand va à la Chambre même s'engageant tout de suite et à fond contre le cabinet, contre l'impôt sur les riches. L'homme voudrait bien, selon sa coutume, temporiser, équivoquer, se donner des airs nonchalants de chat qui se rendort après avoir jeté des coups de griffe. Mais les réacteurs sont là qui lui disent: Sois notre général, ou tu ne seras rien.

Le combattant pourra-t-il se dérober au combat? Le chat pourra-t-il se réfugier sur le toit plein de soleil? Les temps sont durs pour ceux qui veulent ruser avec les grandes forces de l'histoire. Il faudra se décider. Il faudra se préciser. Il ne suffira pas d'être l'agent de la réaction. Il faudra l'avouer. Il faudra enfin, après les circonvolutions d'intrigue et les molles descentes paresseuses, toucher le fond.

Arlequin lui-même a, dans la vie, sa minute dramatique. Cette minute va sonner.

JEAN JAURES.

Une organisation ouvrière, constituée assez récemment à Casablanca, a bien voulu m'inviter à aller là-bas pour m'enquérir des conditions faites aux travailleurs européens et pour participer à un grand banquet populaire. Je regrette infiniment de ne pouvoir accepter son invitation. Le voyage est pour moi aussi instructif qu'agréable et j'aurais éprouvé une grande joie à pouvoir étudier sur place plusieurs problèmes qui préoccupent mon esprit. La chose m'est matériellement impossible.

Mais avec les éléments d'information dont je dispose déjà et que j'essaierai de compléter, je demanderai au gouvernement, quand viendra le débat sur l'emprunt marocain, quelques mesures il compte prendre pour assurer aux travailleurs la garantie des lois sociales, comme la loi sur les accidents, et pour assainir les quartiers où ils vivent. — J. J.

La Croisade des Bistros

Les journaux qui ne touchent pas aux fonds secrets mais qui se laissent toucher par les arguments devant lesquels le Matin céda jadis honteusement... nous apprennent, avec une bienveillance non dissimulée, qu'il vient de se fonder à Paris, avec siège social place de l'Odéon, un Comité National de défense du Commerce des Boissons. Et ils veulent bien ajouter dans l'article-acte de naissance qu'ils lui consacrent, que ce Comité National (oh! combien) a ouvertement pour but d'intensifier d'abord la campagne contre la limitation des débits de boissons.

Nous voici donc prévenus. C'est une nouvelle croisade qui s'organise. Non pas au cri de « Dix li voit » comme au temps de Pierre l'Ermite, mais à celui de Tous bistros brailé à pleins gosiers par nos Pierre l'Ivrogne!

Car c'est à cela que nous tendrons si bientôt il n'y est mis ordre. A Paris, sur trois boutiques que la famille ferme il en est deux qui rouvrent avec un bar! Il y a des quartiers dans lesquels on ne saurait trouver un immeuble qui n'ait son débit. Les gosses ne connaissent pas encore bien l'alphabet qu'ils peuvent déjà épeler: A pèritifs de marque... Et dans bien des départements nous savons qu'il en est de même. Les luttes épiques de Firminy nous ont montré avec quelle ardeur désespérée le Prince Mastroquet sait rallier ses troupes quand il a été momentanément vaincu.

On se demande d'ailleurs ce que la limitation des débits de boissons peut bien faire aux actuels débitants? On ne songe pas à renverser leurs alcoombs ni à troubler leurs alcoolis. On veut seulement limiter le mal tout dans son état à la fois la cause et le symbole. Et quoi qu'il advienne, il y aura encore de beaux jours pour le Pernod et le « en-contre dans notre belle France: de quoi donc ont-ils peur?

Faire face à la Croisade des Bistros ce n'est pas, d'ailleurs, s'engrèmenter dans le bataillon pâle des buveurs d'eau. On peut n'être pas abstinent et être l'adversaire décidé de la multiplication des débits.

Et il n'y aurait aucun illogisme à lever son verre — son verre plein de bon vin de France — à la définitive défaite du bistrot envahisseur! — VICTOR SKELL.

Dans les Coulisses du Café-Concert



UNE REPETITION DANS LES COULISSES

A PROPOS

d'un PROCÈS RÉCENT

Pour les jeunes gens qui rêvent de gloire. — L'aubade aux débutants.

A TROIS FRANCS LE CACHET

D'éblouissantes lumières, de la musique joyeuse, des femmes qui chantent, riant et se trémoussant en des costumes pailletés qui ressemblent à des rayons de soleil, des spectateurs épanouis dans de confortables fauteuils, le triomphe du rire: ainsi apparaissait l'élegant café-concert ou le music-hall où l'on va s'amuser à l'heure des digestions heureuses. Il faut le voir derrière la scène, dans les coulisses poussiéreuses, dans les loges d'artistes, loin de la lumière, du bruit et des spectateurs. Un procès que vient de juger la sixième chambre supplémentaire du tribunal de la Seine permet d'apprécier cet « envers de la joie ».

On chante, on rit

Mlle A. avait été engagée l'an passé par l'un de ces établissements en plein air des Champs-Élysées, pour lesquels une température tiède est le premier et le plus indispensable des éléments de succès. Or, l'été de 1912 fut déplorable: il plut presque constamment; on grelotta durant les soirs de juin. L'artiste et toutes ses compagnes devaient se vêtir dans une loge en sous-sol, privée de toute fenêtre. Mais si la lumière n'y pénétrait pas, l'humidité suintait des murs; les maillots que Mlle A. devait porter pour tenir son rôle étaient mouillés quand elle les endossait et c'est en ces vêtements trempés d'eau qu'il lui fallait jouer en plein vent toute la soirée et défilier avec la troupe entière parmi les spectateurs.

Pourquoi la direction n'introduisait-elle pas quelque moyen de chauffage dans le réduit malsain et malpropre où elle encaissait les artistes? Parce que la direction se moque de la santé de ses employés? Pourquoi Mlle A. n'emportait-elle pas chez elle, pour les y faire sécher, les maillots humides qu'il lui fallait revêtir? Parce qu'elle n'avait pas le droit d'emporter un objet qui était la propriété de l'établissement: si elle avait usé de cette précaution, elle eût été interpellée comme une voleuse.

Le 1^{er} juillet 1912, elle fut atteinte d'une grave bronchite, de névralgies intercostales et de pharyngite. La direction du concert prétendit la forcer à jouer en cet état, sous peine de paiement d'un dédit. Le docteur Comtois-Suffit, médecin-expert auprès des tribunaux, désigné en référé, conclut qu'il était impossible à l'artiste de tenir son rôle. Son état de santé est resté précaire et elle a demandé à ses anciens directeurs le paiement d'une indemnité en réparation du dommage qu'elle a subi de leur fait. Mais la maladie contractée au cours d'un travail n'est pas encore assimilée chez nous à l'accident du travail: Mlle A. fut déboutée, mais le tribunal marqua son sentiment en condamnant les directeurs à payer les trois quarts des frais du procès qu'ils venaient pourtant de gagner.

Derrière les vedettes

Nous voudrions que les jeunes hommes et les jeunes filles qui fréquentent les cafés-concerts, et de plus en plus nombreux, rêvent de se produire eux-mêmes, fissent de ce procès l'objet de leurs méditations. Ils ont « une belle voix », ils obtiennent des succès après un dîner entre parents ou amis; ils recueillent des applaudissements des encouragements, ne discernent pas la part que tient l'indulgence dans ces approbations incompétentes et plus tard, écoutant quelque joli garçon en habit « pousser » la romance au café-concert de leur quartier, ils se disent: « J'en ferai bien autant! » Et de tenter d'en faire autant!

Le citoyen Rosier, secrétaire de l'Union syndicale des Artistes lyriques, qui dirigea un concert dans le faubourg St-Antoine, nous disait qu'il ne se passait pas de jour qu'un ou plusieurs jeunes ouvriers « accompagnés parfois de leurs parents » — se vissent demander à débiter. La tentation est forte: on chante une ou deux chansonsnettes et on touche un important cachet.

En réalité, des centaines, des milliers de faux « artistes », ouvriers, employés dévoyés, déclassés, voués à toutes les misères, vivent en un état habituel de chômage, coupés de fugitives occupations, de « cachets » qui leur permettent à peine de vivre mais chevillent l'espoir dans leur irrémédiable cœur. Beaucoup, pourtant, finissent par abandonner une profession qu'ils n'eussent jamais dû choisir. Pour une « grande vedette », dont les affiches chantent la gloire, il y a cent misérables.

La vaîse des soucoupes

Quand le jeune homme tenace qui veut débiter à long-temps importuné un directeur celui-ci finit par lui demander « une audition ». L'« artiste » se fait entendre et si l'épreuve est lueuse satisfaisante, il « auditionne » en public. Ce premier contact avec les spectateurs suffit à faire avorter nombre de « vocations ». Il faut assister à ces auditions publiques dans cer-

Encore une Statue

Prochainement sera inaugurée cette statue d'Edouard VII, placée dans le square qui porte son nom, près des boulevards.

A la Chambre

LES SOLDES DES OFFICIERS

Le projet est voté, mais... les généraux n'auront rien

Toute la journée la Chambre a continué la discussion du projet relatif aux soldes des officiers.

Dans la séance du matin un vif débat s'est élevé sur un amendement de M. Darriez élevant les officiers généraux du bénéfice de la loi.

On se rappelle que M. Augagneur s'était efforcé en vain d'arrêter les augmentations au grade de colonel.

L'amendement Darriez, qui refuse une augmentation à des officiers touchant au minimum 15.000 francs a été soutenu par M. THIERRY-CAZES et GODEF. MM. DRIANT et LANNES de MONTEBELLO l'ont combattu. Il a été adopté par 310 voix contre 238.

M. Lannes de Montebello, ce vote étant acquis, essaya d'en rattraper une partie en demandant d'ajouter à l'amendement les mots « du grade de général de division ». Il s'agissait de « sauver » les généraux de brigade.

Mais les socialistes et notamment Jaures protestèrent avec indignation contre cette tentative d'escamotage. Ils déclarèrent que le vote émit après et que si l'on prétendait revenir sur la question, ils n'hésiteraient pas à employer toutes les armes que contient le règlement.

La Chambre leur donna raison. Les généraux ne seront pas augmentés. Le scan-